

PORTFOLIO

LES DOSSIERS SPÉCIAUX DE LA PRESSE AFFAIRES

AUTOCHTONES
FAIRE LES CHOSES
AUTREMENT

PAGE 12

LAPRESSEAFFAIRES.CYBERPRESSE.CA
Ce reportage sur la biodiversité est disponible sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/portfolio

ILLUSTRATION
JULIEN CHUNG, LA PRESSE

BIODIVERSITÉ

LES AMÉRICAINS FONT CAMPAGNE AU CANADA

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

Ils n'ont pas voulu révéler leurs chiffres précis, mais il est question de quelques millions de dollars par année. Voilà ce que le Pew Environment Group, un organisme américain, dépense chaque année au Canada pour amener les gouvernements, les entreprises, les communautés autochtones et les groupes environnementaux à travailler ensemble pour protéger la forêt boréale.

Initiative boréale canadienne (IBC), un organisme fondé par le Pew Environment Group, est particulièrement actif au Québec alors que le gouvernement s'est engagé à soustraire au développement au moins 50 % du territoire visé par le Plan Nord et à développer l'autre 50 % de façon durable.

Une lobbyiste a même été embauchée pour faire entendre le point de vue de l'organisme auprès du gouvernement. Suzanne Méthot, directrice régionale pour le Québec chez IBC, a récemment été nommée coprésidente du groupe de

travail sur le développement durable créé par le gouvernement du Québec dans le cadre des travaux pour le Plan Nord.

N'est-ce pas un peu gênant pour les Québécois que cette grande campagne ait été mise sur pied par les Américains?

« Je ne dirais pas que c'est gênant, indique M^{me} Méthot. Les États-Unis et le Canada anglais ont toujours eu plus de moyens que le Québec pour ce genre de campagne. Dans la

sable au Québec de la campagne internationale pour la conservation boréale au Pew Environment Group.

« Nous avons fait une étude, il y a 10 ans, pour identifier les forêts intactes les plus importantes dans le monde et la forêt boréale canadienne s'est classée dans notre top trois. Les autres étaient au Brésil et en Russie. Nous avons finalement choisi d'investir au Canada parce que nous avons évalué que c'était

campagne suscite beaucoup d'intérêt. En plus de la valeur environnementale du projet, si le gouvernement du Québec a pris ces engagements, c'est qu'il croit que ce serait bon notamment pour sa réputation dans le monde. Les entreprises croient pour leur part que ce sera bon pour leurs affaires », indique M. Jacobson.

Tout n'est pas rose pour autant. Lorsque vient le temps de parler d'aires à protéger, des tensions se font déjà sentir

de serre que l'énergie fossile, mais en même temps, si on permet la construction de barrages sur les rivières qui reste, ce ne sera pas bon pour la biodiversité », explique M. Jacobson.

Il est convaincu que plutôt que de rester chacun sur ses positions, il est temps de travailler ensemble pour essayer de trouver des solutions. On peut toutefois s'attendre à de nombreuses années de négociations.

« C'est certain que ça prendra du temps, mais le territoire en question est tellement gros qu'il faut y aller avec précaution, ajoute-t-il. Mieux vaut y aller tranquillement et correctement plutôt que de risquer de se tromper. »

Si le PEW Environment Group investit autant de temps et d'argent dans ce projet au Québec, c'est qu'en réalité, il ne s'accorde pas le droit d'échouer.

« Le Québec a adopté l'approche la plus ambitieuse au Canada par rapport à la protection de la forêt boréale, estime Mathew Jacobson. J'irais même jusqu'à dire dans le monde. Si c'est un succès, le Québec servira d'exemple partout. Tout le monde voudra faire la même chose. Si c'est un échec, plus personne ne voudra se lancer dans quelque chose de semblable. »

« Nous avons fait une étude, il y a dix ans, pour identifier les forêts intactes les plus importantes dans le monde et la forêt boréale canadienne s'est classée dans notre top trois. Les autres étaient au Brésil et en Russie. Nous avons finalement choisi d'investir au Canada parce que nous avons évalué que c'était l'endroit où les gouvernements et les citoyens avaient le plus de chances de travailler ensemble sur le long terme pour protéger la forêt boréale. » — Mathew Jacobson, du Pew Environment Group

culture anglophone, les gens donnent beaucoup plus à des fondations et à des organismes de charité. Aussi, c'est bien évident que lorsqu'on regarde la nature dans son ensemble, il n'y a pas de frontière. »

Mais pourquoi un organisme américain investit-il autant de temps et d'argent ici?

Le choix du Canada n'est pas le fruit du hasard, selon Mathew Jacobson, respon-

l'endroit où les gouvernements et les citoyens avaient le plus de chance de travailler ensemble sur le long terme pour protéger la forêt boréale. »

Un défi de taille

Avec toutes les personnes et organisations impliquées dans la démarche, ayant chacune des intérêts différents, les défis à relever sont de taille.

« C'est certain que le projet est ambitieux, mais la

particulièrement lorsqu'il est question du sud du territoire.

« Certains secteurs semblent être à la fois particulièrement importants pour la protection de la faune et pour les coupes forestières. Ce sera un grand défi d'arriver à s'entendre. C'est la même chose avec le développement hydroélectrique. Le réchauffement climatique nous inquiète et nous savons que l'hydroélectricité produit moins de gaz à effet

72 millions d'hectares de forêt boréale protégés

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

Pew Environment Group et IBC travaillent également sur des actions à plus court terme. Ils font entre autres partie des neuf groupes environnementaux derrière l'entente de trois ans dévoilée cette semaine avec l'industrie forestière canadienne. Au total, 72 millions d'hectares de forêt boréale commerciale, dont

16 millions au Québec, sont touchés par cet accord.

Les entreprises s'engagent à appliquer les normes environnementales les plus élevées en matière d'aménagement forestier et à préserver 29 millions d'hectares de forêt boréale commerciale, dont 8,5 millions sont au Québec.

Cette suspension de l'exploitation forestière permettra de développer des plans

de conservation du caribou forestier, une espèce menacée, tout en maintenant les approvisionnements en fibres essentiels pour les activités des usines.

Boycottage suspendu

En contrepartie, les groupes environnementaux s'engagent à reconnaître et à appuyer les efforts des entreprises participantes sur la scène internationale. Les

campagnes de boycottage de Canopée, ForestEthics et Greenpeace sont aussi suspendues.

« Quand l'industrie et les écologistes parlent d'une seule voix, ça envoie un message important aux gouvernements. Ça nous donne une véritable force de frappe. Maintenant, pendant les trois prochaines années, nous travaillerons ensemble pour arriver à faire des pro-

positions aux gouvernements qui pourront par la suite légiférer pour arriver à une meilleure protection permanente des forêts », explique Mélissa Filion, directrice intermédiaire pour Greenpeace au Québec.

L'entente touche les 21 sociétés membres de l'Association des produits forestiers du Canada (APFC), dont AbitibiBowater, Kruger et Tembec.

PORTFOLIO BIODIVERSITÉ

GROUPES ENVIRONNEMENTAUX ET INDUSTRIES

Des hauts et des bas

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

L'industrie et les groupes environnementaux ont des missions fort différentes, mais ils se rejoignent parfois sur certains points. Pratiquement toujours à couteaux tirés auparavant, ils arrivent de plus en plus à travailler ensemble.

«Travailler avec les groupes verts, c'est un peu comme un mariage. Des fois ça va bien, des fois ça va mal!» s'exclame Guy Boucher, vice-président développement durable chez Domtar.

Il indique toutefois que ces relations ne s'établissent pas en une journée.

«Un respect mutuel doit se bâtir. On doit comprendre le plan d'affaires de l'autre. Parce que c'est bien évident que nous, on veut une industrie durable et eux aussi, alors il y a moyen de se rejoindre. Mais il faut trouver de bons partenaires. Ça prend une certaine chimie», explique M. Boucher en précisant que Domtar travaille par exemple avec World Wildlife Fund (WWF) depuis environ huit ans.

Garder son indépendance

Mais une fois qu'une organisation environnementale travaille avec une entreprise, doit-elle par la suite faire attention à ce qu'elle dit pour ne pas la froisser?

«On ne peut pas faire attention à ce qu'on dit, ou s'autocensurer, parce que ça nuirait à notre crédibilité. Ce qu'on peut faire par contre,



ILLUSTRATIONS JULIEN CHUNG, LA PRESSE

c'est expliquer à l'entreprise ce qu'on fait et pourquoi on le fait pour éviter qu'elle se sente attaquée personnellement», indique Karel Mayrand, directeur général pour le Québec de la Fondation David Suzuki.

Il donne l'exemple de Desjardins, avec qui la Fondation a lancé dernièrement un guide pour aider les PME à mesurer, gérer et diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre.

«Pratiquement tous les fonds investissent dans le

secteur de l'énergie, où on retrouve l'industrie des sables bitumineux, parce que c'est là qu'est la croissance boursière. Desjardins ne fait pas exception. On sait qu'il y a des moyens de diminuer notre dépendance au pétrole à moyen et long terme, mais dans l'immédiat, on ne peut pas demander à Desjardins de se retirer du secteur parce que ça ne servirait pas ses membres. Il n'y a pas une entreprise de parfaite et on accepte de travailler avec elles, mais

on se doit de conserver notre liberté de parole.»

À l'Initiative boréale canadienne (IBC), on partage la même logique. Suzanne Méthot, directrice régionale pour le Québec, donne l'exemple de Suncor, une entreprise très active dans le domaine des sables bitumineux en Alberta, qui est signataire de la Convention pour la conservation de la forêt boréale.

«On a trois options, précise-t-elle. Ou on les dénonce, ou on les laisse faire, ou on s'assoit

avec eux en acceptant qu'on n'est pas capable de stopper maintenant l'exploitation des sables bitumineux, mais qu'on peut travailler ensemble à limiter les impacts. Je crois que c'est comme ça qu'on aura plus de changements à court terme.»

Des intérêts pour l'industrie

Si les groupes environnementaux peuvent maintenant travailler avec l'industrie, c'est parce que bien des entreprises se sont ouvertes aux pratiques plus durables.

Par exemple, chez Domtar et Tembec, deux signataires de la Convention pour la conservation de la forêt boréale, on est allé chercher la certification rigoureuse FSC pour les activités de gestion de la forêt.

Pourquoi?

«C'est beaucoup pour une question de confiance du client, indique Guy Boucher. À la fin des années 90, il y a eu une vague de non-confiance envers l'industrie et nous avons décidé d'agir.»

«Nous avons à cœur la préservation de l'environnement. Aussi, c'est une question de l'avenir des forêts, parce que Tembec veut être là pour rester. Il y a aussi le marché. Dans la concurrence mondiale, la certification FSC est un atout», croit Michel Lessard, vice-président à la gestion des ressources forestières chez Tembec.

Chez Bâtirente, le système de retraite des membres des syndicats affiliés à la CSN, on conseille d'ailleurs aux entreprises d'avoir un bon dialogue avec les groupes environnementaux.

«Sinon, ils peuvent lancer de grandes campagnes de dénonciation et ça peut avoir beaucoup de poids. C'est un risque pour les investisseurs», affirme François Meloche, gestionnaire des risques extrajuridiques chez Bâtirente.

COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

Faire les choses autrement

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

L'enjeu de la biodiversité touche de près les communautés autochtones dont la survie a dépendu, pendant des milliers d'années, de la qualité des ressources naturelles.

Les questions de développement et de protection les préoccupent grandement, d'autant plus que bien souvent, leurs visions diffèrent de celles des gouvernements, des industries et des groupes environnementaux. Si encore beaucoup de chemin reste à faire pour satisfaire ces communautés, certaines initiatives sont prometteuses.

«Les peuples indigènes font partie de la biodiversité, comme l'indique l'article 8 de la Convention sur la biodiversité biologique conclue en 1992, dont le Canada est signataire. Tout est lié et toutes les solutions prises pour protéger et développer la forêt boréale doivent se faire avec les autochtones. C'est leur milieu de vie», affirme Valérie Courtois, conseillère principale, affaires autochtones, chez Initiative boréale canadienne (IBC).

Pour la spécialiste, il est clair que les communautés autochtones ont intérêt à protéger des espaces, mais en même temps, elles ont besoin de se développer.

«En fait, les communautés sont très divisées en ce moment sur les questions de développement. Il est grand temps qu'elles discutent des bonnes et des mauvaises façons de faire. Parce qu'il est évident que les projets de protection et de développement devront se faire selon leurs droits, leurs besoins, leurs valeurs et leurs désirs», ajoute-t-elle.

Un des enjeux importants pour les autochtones est le caribou, indique Serge Ashini Goupil, qui organise des séjours aux abords de la rivière George pour mieux faire connaître la nation innue.

«Les Innus occupent ce territoire et ils y chassent le caribou depuis 7000 ans, précise-t-il. On doit s'assurer d'avoir du caribou pour encore des milliers d'années. Pour ça, il faut améliorer les

pratiques d'utilisation du territoire. Les caribous parcourent un territoire énorme et sur leur chemin, ils rencontrent des mines, des barrages, des pourvoiries et des zones forestières. Il arrive en ce moment qu'ils restent pris dans ces zones.»

Il croit qu'il est essentiel que tous les acteurs travaillent ensemble pour améliorer leurs pratiques. «Mais c'est évident qu'il faut permettre aux Premières Nations de prendre le leadership», ajoute-t-il.

Un projet pilote

Après des années de négociations, c'est un peu le rêve qui devient réalité pour la communauté innue de Mashteuiatsh, qui commence à travailler sur son projet de gestion du territoire de la Réserve faunique Ashuapmushuan.

«Le gouvernement nous a donné 680 000\$ sur 12 mois pour élaborer un prototype de notre plan d'aménagement intégré. Parce que contrairement à ce que fait la SEPAQ (Société des établissements de plein air du Québec), nous n'allons pas seulement nous occuper des ressources fauniques», explique Alain Nepton, consultant pour le Conseil tribal Mamuitun pour ce dossier.

La communauté innue de Mashteuiatsh souhaite aussi s'occuper de la gestion de la forêt. «Pour gérer un territoire, le gouvernement regarde d'abord les ressources forestières qu'on peut exploiter. Ensuite, il regarde les communautés et les autres activités. Avec notre approche intégrée, nous souhaitons plutôt regarder toutes les activités et trouver un équilibre», ajoute-t-il.

En demandant à la communauté d'élaborer son prototype de gestion du territoire, le gouvernement souhaite arriver à en évaluer les impacts. «Ils veulent voir si ça fera diminuer la coupe forestière et de combien. Ils veulent aussi évaluer la réceptivité du milieu, notamment des MRC», affirme Alain Nepton.

La communauté innue évalue également la possibilité de dicter ses propres règles à l'industrie qui viendra exploiter ce territoire.

BIODIVERSITÉ MARINE

Greenpeace travaille avec les grandes chaînes d'épicerie

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

On parle beaucoup de préserver la biodiversité terrestre, mais il y a aussi du travail à faire dans les océans. Greenpeace Canada travaille avec les grandes chaînes de supermarchés au pays pour leur faire améliorer leurs pratiques en matière d'approvisionnement en poisson.

«Souvent, la première chose à faire pour les supermarchés est de recueillir l'information. Parce que plusieurs ne savent pas d'où vient le poisson qu'ils vendent», affirme Beth Hunter, coordinatrice de la campagne océans chez Greenpeace.

Par la suite, l'organisation environnementale les invite à mettre en place des politiques d'achat pour renoncer à la vente d'espèces qui figurent sur la liste rouge et se tourner vers des aliments de la mer durables. Greenpeace publie aussi son classement des supermarchés selon leurs bonnes et mauvaises actions.

«D'une certaine façon, ça motive les supermarchés parce que leurs bonnes actions sont rendues publiques. Bien sûr, on souligne aussi ce qu'il leur reste à faire», indique Beth Hunter.

Le troisième classement sera publié à la fin du mois et déjà, Greenpeace voit des améliorations dans les pratiques des grandes chaînes.



Canopée change les pratiques dans l'édition

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

Il y a à peine cinq ans, pratiquement aucun éditeur, excepté Écosociété, n'imprimait sur du papier recyclé, se souvient Josée Breton, porte-parole pour le Québec de Canopée. Grâce en partie au travail de l'organisation, c'est maintenant rendu la norme pour l'impression en noir et blanc.

«Nous travaillons avec de grands acheteurs de produits forestiers, comme des éditeurs de livres, de revues et de journaux, pour les amener à adopter différentes politiques par rapport au papier. Il peut être question de diminution de la consommation,

d'utilisation de papier écologique, ou d'appui à différentes initiatives de conservation», explique-t-elle.

L'organisme environnemental travaille maintenant pour que les éditeurs scolaires, qui font souvent le choix du papier glacé, prennent le virage du papier écologique. «Beaucoup d'éditeurs font imprimer leurs livres en Chine parce que c'est beaucoup moins cher. Or, la Chine s'approvisionne beaucoup en Indonésie, où 70% de la coupe est illégale. Il y a donc beaucoup de risques qu'on retrouve de la fibre illégale dans les manuels scolaires de nos enfants», explique-t-elle.

Comme le gouvernement four-

secondaire aux élèves, Canopée croit qu'il a un rôle à jouer pour encourager la transition vers de meilleures pratiques. «Nous souhaiterions par exemple qu'il adopte des lignes directrices», affirme Josée Breton.

L'organisme environnemental croit qu'un changement important des pratiques dans le milieu stimulerait le marché du papier glacé au Québec et ferait descendre les prix.

«C'est en fait ce qu'on a remarqué lors de notre campagne précédente avec les éditeurs pour le papier 100% recyclé. Au début, ce type de papier était de 10 à 20% plus cher que le papier fait avec de la fibre vierge. Les deux sont maintenant pratiquement à parité.»

LE QUÉBEC DOIT PRENDRE SA PLACE DANS L'HISTOIRE

En cette Année internationale de la biodiversité, le gouvernement du Québec a une occasion historique de léguer un héritage naturel durable, d'accroître notre prospérité et de devenir un exemple mondial en la matière.

Des dirigeants des communautés autochtones, du monde des affaires et des groupes de conservation du Québec et du Canada se sont concertés afin de promouvoir une vision et adopter un ensemble de principes visant l'équilibre entre la conservation et le développement économique durable pour l'une des dernières forêts intactes au monde : la forêt boréale. La Vision pour la conservation de la forêt boréale a été endossée par plus de 1 500 scientifiques de partout dans le monde.

Nous exprimons monsieur le premier ministre Charest et mesdames les ministres Normandeau et Beauchamp d'adopter les principes de la Vision, tels qu'énoncés ci-dessous, afin d'assurer la protection de la diversité biologique et du patrimoine naturel du Québec tout en assurant un avenir économique dynamique et durable.

ZONES PROTÉGÉES

Dans l'optique de sauvegarder des zones naturelles suffisamment intactes pouvant assurer des services écologiques et des écosystèmes fonctionnels, les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et autochtones du Canada compteront sur l'appui de l'industrie, des organismes de conservation, des propriétaires fonciers privés et du public dans un effort de collaboration pour créer un réseau interconnecté de grandes zones protégées, et ce, dans au moins la moitié de la forêt boréale. Ces zones incluront des parcs, des réserves fauniques nationales, des zones protégées dans les régions assignées et intactes de la forêt boréale et d'autres mécanismes législatifs incluant toutes les régions naturelles, les espèces indigènes et les processus écologiques.

Ces zones protégées viseront à assurer des habitats suffisamment intacts et des services écologiques pour assurer à perpétuité l'intégrité des écosystèmes ainsi que la viabilité et l'abondance des populations de poissons et d'espèces sauvages.

ZONES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

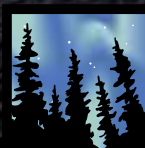
Pour s'assurer que la forêt boréale du Canada continue d'offrir à perpétuité des bénéfices économiques aux collectivités et au pays, il est prévu d'établir des zones de développement durable dans certains territoires à l'extérieur des zones protégées (jusqu'à la moitié de la forêt boréale) en vertu d'un ensemble de normes et de pratiques de calibre mondial en matière de gestion. De nouvelles zones de développement durable ne seraient établies qu'à l'issue du processus de planification de la conservation.

L'objectif des zones de développement durable est de favoriser la santé des économies et des collectivités régionales qui jouiront par le fait même de bénéfices tangibles et durables des activités qui s'y déroulent. Cela sera assuré par une utilisation responsable et viable à long terme des ressources naturelles renouvelables de la forêt boréale - y compris le bois, l'eau, les poissons, la végétation et la faune - à des fins commerciales, récréatives et traditionnelles.

Pour plus de détails sur la Vision pour la conservation de la forêt boréale et une liste complète des signataires, consultez le site :

www.borealcanada.ca

CANADIAN
BOREAL
INITIATIVE



INITIATIVE
BORÉALE
CANADIENNE